



## CHAPITRE 63

### Loi modifiant le Code de la route

[Sanctionnée le 15 décembre 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

#### Article premier

L'article 1 du Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231), modifié par l'article 29 du chapitre 65 des lois de 1969 et par l'article 82 du chapitre 55 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

«3° Le «véhicule de ferme» est possédé, à titre de propriétaire ou de locataire, par un agriculteur, une coopérative agricole constituée en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 124), de la Loi des associations coopératives (Statuts refondus, 1964, chapitre 292) ou de la Loi des syndicats coopératifs (Statuts refondus, 1964, chapitre 294) et est utilisé principalement pour le transport de produits agricoles ou du matériel nécessaire à leur production;»;

b) par l'addition, après le paragraphe 3°, du paragraphe suivant:

«3°a. Le mot «agriculteur» signifie une personne qui est propriétaire ou locataire d'une ferme et dont l'agriculture est la principale occupation ainsi qu'une personne qui est membre d'une association accréditée en vertu de la Loi des producteurs agricoles (1972, chapitre 37);»;

c) par le remplacement du paragraphe 5° par le suivant:

«5° Le «véhicule de commerce» est possédé, à titre de propriétaire ou de locataire, par une personne qui tire sa principale subsistance d'une activité commerciale, est utilisé pour effectuer le transport de marchandises sans considération pécuniaire, et n'est pas dans les conditions voulues pour être un véhicule de ferme;».

## Art. 2

S.R., c. 231,  
a. 15a, mod.

L'article 15a dudit code, édicté par l'article 1 du chapitre 60 des lois de 1974 et remplacé par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1976, est modifié par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 par le suivant:

«*b*) dont la puissance permet d'atteindre, en palier, une vitesse supérieure à quarante-cinq kilomètres à l'heure lorsqu'il est monté par une personne d'un poids de cent trente livres.»

## Art. 3

Id., a. 28,  
remp.

L'article 28 dudit code est remplacé par le suivant:

Plaque  
obligatoire.

«**28.** 1. Tout véhicule automobile immatriculé au Québec doit, durant toute l'année d'immatriculation, être muni d'une plaque d'immatriculation valide délivrée par le directeur.

Deux  
plaques  
prescrites.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire qu'un véhicule automobile doit être muni de deux plaques d'immatriculation.

Localisa-  
tion des  
plaques.

La plaque d'immatriculation doit être fixée à l'arrière du véhicule automobile. Lorsque deux plaques d'immatriculation sont délivrées, conformément au règlement, elles doivent être apposées l'une à l'avant et l'autre à l'arrière du véhicule automobile.

Solide-  
ment  
fixées.

Ces plaques doivent être solidement fixées au moyen de rivets, vis et écrous ou de cadre, de manière à ne pouvoir être facilement enlevées et à ne pas osciller quand le véhicule automobile est en mouvement. Le directeur peut, à l'égard de l'une ou l'autre des catégories de plaques établies en vertu du paragraphe 5, déterminer un autre mode de fixation.

Éclairage.

Toute plaque d'immatriculation doit être suffisamment éclairée et libre de tout objet ou matière pouvant en empêcher la lecture.

Nettoyage  
immédiat.

Tout agent de la paix ou officier du ministère, chargé de l'application du présent code, peut, en tout temps, requérir du conducteur d'un véhicule automobile le nettoyage immédiat des plaques d'immatriculation dont est muni son véhicule automobile.

Plaque sur  
remorque,  
etc.

Une plaque d'immatriculation doit être apposée à l'arrière de toute remorque ou semi-remorque servant à former une combinaison de véhicules.

Inscrip-  
tions.

2. Toute plaque d'immatriculation doit porter les inscriptions déterminées par le directeur de même que le numéro d'immatriculation attribué par le bureau au véhicule automobile auquel elle se rapporte.

3. Aucune autre plaque qui peut être confondue, de quelque façon que ce soit, avec une plaque d'immatriculation ne peut être fixée à l'avant ou l'arrière d'un véhicule automobile; néanmoins, le présent paragraphe ne s'applique pas dans le cas d'une plaque qui peut être exigée en vertu d'une autre loi applicable au Québec. Plaques prohibées.

4. Le bureau demeure le propriétaire de toute plaque d'immatriculation et peut en reprendre la possession lorsque l'immatriculation du véhicule automobile auquel elle se rapporte expire, est suspendue ou annulée. Propriété.

5. Le directeur peut, pour l'application des dispositions relatives à l'immatriculation, établir des catégories de plaques d'immatriculation en fonction du type de véhicule automobile, de son usage ou, en certains cas, en fonction du territoire où il est utilisé. Catégories de plaques.

#### Art. 4

L'article 40c dudit code, édicté par l'article 8 du chapitre 60 des lois de 1974, est remplacé par le suivant: S.R., c. 231, a. 40c, remp.

«**40c.** Nul ne peut circuler à bicyclette sur un chemin public sur lequel la vitesse permise est de plus de cinquante kilomètres à l'heure à moins qu'il ne soit âgé d'au moins douze ans; le présent article ne s'applique pas dans le cas d'une course ou d'une excursion organisée.» Circulation à bicyclette.

#### Art. 5

L'article 50 dudit code, modifié par l'article 1 du chapitre 53 des lois de 1970 et remplacé par l'article 13 du chapitre 35 des lois de 1976, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant: S.R., c. 231, a. 50, mod.

«3. Sans restreindre la portée du paragraphe 2, nul ne peut circuler à une vitesse: Vitesse minimum et maximum.

a) inférieure à soixante kilomètres à l'heure et supérieure à cent kilomètres à l'heure sur les autoroutes;

b) excédant quatre-vingt-dix kilomètres à l'heure sur les grands chemins numérotés à surface en béton de ciment, en béton bitumineux et autres surfaces du même genre en dehors des cités, villes et villages;

c) excédant quatre-vingts kilomètres à l'heure sur les autres chemins à surface en béton de ciment, en béton bitumineux et autres surfaces du même genre en dehors des cités, villes et villages;

d) excédant soixante-dix kilomètres à l'heure sur les chemins en gravier en dehors des cités, des villes et des villages;

e) excédant soixante kilomètres à l'heure sur les chemins de terre en dehors des cités, des villes et des villages;

f) excédant cinquante kilomètres à l'heure dans les cités, les villes et les villages, sauf sur les autoroutes et sur les chemins ou parties de chemins sur lesquels l'autorité provinciale a placé des panneaux officiels de signalisation, conformément à l'article 50a;

g) excédant cinquante kilomètres à l'heure dans les zones scolaires lors de l'entrée ou de la sortie des élèves.»

#### Art. 6

S.R., c. 231,  
a. 66, mod.

L'article 66 dudit code, modifié par l'article 2 du chapitre 53 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

«4° contrevient à quelque disposition de l'article 50 est passible:

a) pour la première infraction, d'une amende de vingt à cinquante dollars et des frais et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de huit jours; cependant, si la vitesse excède de plus de vingt-cinq kilomètres à l'heure mais de moins de cinquante kilomètres à l'heure celle permise par la loi, le tribunal peut en outre confisquer le permis du conducteur pour une période n'excédant pas trois mois, et si la vitesse excède de cinquante kilomètres à l'heure ou plus celle permise par la loi ou si le véhicule est impliqué dans un accident de la route, le tribunal peut condamner le conducteur, en outre de ladite amende, des frais et dudit emprisonnement, à un emprisonnement d'au plus huit jours, et confisquer le permis de ce conducteur pour une période n'excédant pas trois mois;

b) pour une deuxième infraction au cours des douze mois subséquents, d'une amende de cinquante à cent dollars et des frais et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de quinze jours; le tribunal peut en outre confisquer le permis du conducteur pour une période n'excédant pas trois mois si la vitesse excède de plus de vingt-cinq kilomètres à l'heure mais de moins de cinquante kilomètres à l'heure celle permise par la loi, et si la vitesse excède de cinquante kilomètres à l'heure ou plus celle permise par la loi ou si le véhicule est impliqué dans un accident de la route, le tribunal peut condamner le conducteur, en outre de ladite amende, des frais et dudit emprisonnement, à un emprisonnement d'au plus quinze jours et il doit confisquer le permis de ce conducteur pour une période n'excédant pas trois mois;

c) pour une troisième infraction au cours des douze mois subséquents à la première, d'une amende de cent à deux cents

dollars et des frais et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trente jours; le tribunal doit en outre confisquer le permis du conducteur pour une période d'au moins trois mois, et d'au moins six mois si la vitesse excède de plus de vingt-cinq kilomètres à l'heure mais de moins de cinquante kilomètres à l'heure celle permise par la loi; si la vitesse excède de cinquante kilomètres à l'heure ou plus celle permise par la loi ou si le véhicule est impliqué dans un accident de la route, le tribunal doit condamner le conducteur, en outre de ladite amende, des frais et dudit emprisonnement, à un emprisonnement d'au plus trente jours et il doit confisquer le permis de ce conducteur pour une période d'au moins six mois;».

#### Art. 7

L'article 76a dudit code, édicté par l'article 21 du chapitre 35 des lois de 1976, est remplacé par le suivant:

S.R., c. 231,  
a. 76a,  
rempl.

«**76a.** Un conseil municipal qui ne s'est pas prévalu du paragraphe 6° de l'article 76 doit faire installer à l'approche d'une concentration de bâtisses dans la municipalité sur tout chemin ou partie de chemin dont l'entretien est à la charge de la municipalité, des panneaux de signalisation indiquant que la limite de vitesse est de cinquante kilomètres à l'heure.»

Panneaux  
de limite  
de vitesse.

#### Art. 8

L'article 82 dudit code, modifié par l'article 92 du chapitre 55 des lois de 1972, l'article 11 du chapitre 60 des lois de 1974 et par l'article 23 du chapitre 35 des lois de 1976, est de nouveau modifié par l'addition, après le sous-paragraphe *g* du paragraphe 3, du sous-paragraphe suivant:

S.R., c. 231,  
a. 82, mod.

«*h*) nommer, aux conditions qu'il détermine, des mandataires afin d'effectuer, pour le compte du bureau, l'immatriculation des véhicules automobiles et toute autre opération y afférente et fixer leur rémunération.»

#### Art. 9

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en  
vigueur.





## CHAPTER 63

### An Act to amend the Highway Code

[Assented to 15 December 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Assemblée nationale du Québec, enacts as follows:

**1.** Section 1 of the Highway Code (Revised Statutes, 1964, <sup>R.S., c. 231,</sup> chapter 231), amended by section 29 of chapter 65 of the statutes <sup>s. 1, am.</sup> of 1969 and by section 82 of chapter 55 of the statutes of 1972, is again amended:

(a) by replacing paragraph 3 by the following:

“(3) The “farm vehicle” is in the possession, as the owner or <sup>“farm vehicle”;</sup> lessee, of a farmer or of an agricultural cooperative established under the Cooperative Agricultural Associations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 124), the Cooperative Associations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 292), or the Cooperative Syndicates Act (Revised Statutes, 1964, chapter 294), and it is principally used for the transportation of farm products or the material required for their production;”;

(b) by adding after paragraph 3, the following paragraph:

“(3a) The word “farmer” means a person who is the owner or <sup>“farmer”;</sup> the tenant of a farm and whose principal occupation is agriculture, as well as a person who is a member of an association certified under the Farm Producers Act (1972, chapter 37);”;

(c) by replacing paragraph 5 by the following:

“(5) The “commercial vehicle” is in the possession, as the <sup>“commercial vehicle”;</sup> owner or lessee, of a person who draws his principal subsistence from a commercial activity, and it is used for the transportation of merchandise without any pecuniary consideration, but it does not come within the conditions required to be considered as a farm vehicle;”.

**2.** Section 15a of the said Code, enacted by section 1 of <sup>R.S., c. 231,</sup> chapter 60 of the statutes of 1974 and replaced by section 2 of <sup>s. 15a, am.</sup>



chapter 35 of the statutes of 1976, is amended by replacing paragraph *b* of subsection 1 by the following:

(*b*) which has sufficient power to attain, on the level, a speed greater than forty-five kilometres per hour when driven by a person weighing one hundred and thirty pounds."

R.S., c. 231,  
s. 28,  
replaced.  
Marker  
obligatory.

**3.** Section 28 of the said Code is replaced by the following:

**"28.** (1) Every motor vehicle registered in Québec must, during the whole registration year, be provided with one valid registration marker issued by the director.

Two  
markers.

The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, prescribe that a motor vehicle be provided with two registration markers.

Where  
marker  
affixed.

The registration marker must be affixed to the rear of the motor vehicle. Where two registration markers are issued, in conformity with the regulation, one marker must be affixed to the front and the other to the rear of the motor vehicle.

Solidly  
affixed.

Such markers must be solidly affixed by means of rivets, screws and nuts, or a frame, in such a way that they cannot be easily removed and will not swing when the motor vehicle is in motion. The director may determine another mode of affixing the markers of one or other of the categories established under subsection 5.

Sufficient-  
ly lighted.

Every registration marker must be sufficiently lighted and free of any object or matter that could impair its legibility.

Clean  
markers.

Every peace officer or officer of the department entrusted with the carrying out of this Code may, at any time, require the driver of a motor vehicle to immediately clean the registration markers with which his motor vehicle is provided.

Marker on  
trailer,  
etc.

A registration marker must be affixed to the rear of every trailer or semi-trailer making up part of a combination of vehicles.

Inscrip-  
tions.

(2) Every registration marker must bear the inscriptions determined by the director and the registration number assigned by the Bureau to the motor vehicle concerned.

Markers  
prohibited.

(3) No other marker that may be confused in any manner whatsoever with a registration marker may be affixed to the front or to the rear of a motor vehicle; nevertheless, this subsection does not apply where a marker may be required under another law applicable in Québec.

Ownership.

(4) The Bureau remains the owner of every registration marker and may recover possession thereof when the registration of the motor vehicle concerned expires or is suspended or cancelled.



(5) For the application of the provisions regarding registration, the director may establish categories of registration markers <sup>Categories of markers.</sup> based on the types of motor vehicles, on their use, or, in certain cases, on the territory in which they are used."

**4.** Section 40c of the said Code, enacted by section 8 of <sup>R.S., c. 231,</sup> chapter 60 of the statutes of 1974, is replaced by the following: <sup>s. 40c, replaced.</sup>

**"40c.** No person may drive a bicycle on a public highway <sup>Bicycles.</sup> on which the speed limit is more than fifty kilometres per hour unless he is at least twelve years of age; this section does not apply in the case of a race or an organized tour."

**5.** Section 50 of the said Code, amended by section 1 of <sup>R.S., c. 231,</sup> chapter 53 of the statutes of 1970 and replaced by section 13 of <sup>s. 50, am.</sup> chapter 35 of the statutes of 1976, is again amended by replacing subsection 3 by the following:

"(3) Without restricting the scope of subsection 2, no person shall drive at a speed: <sup>Minimum and maximum speed limits.</sup>

(a) of less than sixty kilometres per hour or more than one hundred kilometres per hour on an autoroute;

(b) in excess of ninety kilometres per hour on numbered highways surfaced with concrete, asphalt or a similar material outside cities, towns and villages;

(c) in excess of eighty kilometres per hour on other roads surfaced with concrete, asphalt or a similar material outside cities, towns and villages;

(d) in excess of seventy kilometres per hour on gravel roads outside cities, towns and villages;

(e) in excess of sixty kilometres per hour on earth roads outside cities, towns and villages;

(f) in excess of fifty kilometres per hour in cities, towns and villages, except on autoroutes and on roads or parts of roads on which the provincial authority has erected official traffic signs in accordance with section 50a;

(g) in excess of fifty kilometres per hour in school zones at times when pupils enter or leave school."

**6.** Section 66 of the said Code, amended by section 2 of <sup>R.S., c. 231,</sup> chapter 53 of the statutes of 1970, is again amended by replacing <sup>s. 66, am.</sup> paragraph 4 by the following:

"(4) contravenes any provision of section 50 shall be liable:

(a) for the first offence, to a fine of twenty to fifty dollars and costs and, in default of payment of such fine and costs, to

imprisonment for eight days; however, if the speed exceeds by more than twenty-five kilometres per hour but less than fifty kilometres per hour that permitted by law, the court may also confiscate the driver's permit for a period not exceeding three months, and if the speed exceeds by fifty kilometres per hour or more the speed permitted by law, or if the vehicle is involved in a highway accident, the court may condemn the driver, in addition to the said fine, costs and imprisonment, to imprisonment for not more than eight days, and confiscate such driver's permit for a period not exceeding three months;

(b) for a second offence within the ensuing twelve months, to a fine of fifty to one hundred dollars and costs and, in default of payment of such fine and costs, to imprisonment for fifteen days; the court may also confiscate the driver's permit for a period not exceeding three months if the speed exceeds by more than twenty-five kilometres per hour but less than fifty kilometres per hour that permitted by law, and if the speed exceeds by fifty kilometres or more that permitted by law or if the vehicle is involved in a highway accident, the court may condemn the driver, in addition to the said fine, costs and imprisonment, to imprisonment for not more than fifteen days and it shall confiscate such driver's permit for a period not exceeding three months;

(c) for a third offence within twelve months after the first, to a fine of one hundred to two hundred dollars and costs and, in default of payment of such fine and costs, to imprisonment for thirty days; the court shall also confiscate the driver's permit for a period of at least three months, and of at least six months if the speed exceeds by more than twenty-five kilometres per hour but less than fifty kilometres per hour that permitted by law; if the speed exceeds by fifty kilometres per hour or more that permitted by law or if the vehicle is involved in a highway accident, the court shall condemn the driver, in addition to the said fine, costs and imprisonment, to imprisonment for not more than thirty days, and it shall confiscate such driver's permit for a period of at least six months;".

R.S., c. 231,  
s. 76a,  
replaced.

**7.** Section 76a of the said Code, enacted by section 21 of chapter 35 of the statutes of 1976, is replaced by the following:

Signs  
indicating  
speed  
limit.

**"76a.** Where a municipal council has not availed itself of paragraph 6 of section 76, it shall, at the approaches to a concentration of buildings in the municipality on any highway or section of highway the maintenance of which is at the expense of the municipality, have traffic signs installed indicating that the speed limit is fifty kilometres per hour."

R.S., c. 231,  
s. 82, am.

**8.** Section 82 of the said Code, amended by section 92 of chapter 55 of the statutes of 1972, section 11 of chapter 60 of the

statutes of 1974 and by section 23 of chapter 35 of the statutes of 1976, is again amended by adding after paragraph *g* of subsection 3 the following paragraph:

“(*h*) appoint mandataries on such conditions as he may determine to effect the registration of motor vehicles and all related operations on behalf of the Bureau, and fix their remuneration.”

- 9.** This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.